

5.02.03

INTERVISTA A JEAN LEMIERRE, PRESIDENTE DELLA BERD SU:
"LE ROLE DE LA BERD DANS LES PAYS CANDIDATS A L'ELARGISSEM."

(Les Echos, 18.5.2002)

Politi 5'50

02-1173-C-CON-6

- Q. M. Lemierre, d'ici peu, 6 à 8 pays dans lesquels vous opérez vont devenir membres de l'Union Européenne. Allez-vous dès lors cesser des les aider?
- R. Non, car pour les cinq ans qui viennent les besoins restent importants dans ces pays. Il faut renforcer le capital des entreprises, favoriser les financements longs de l'économie et les services pour les usagers. Pour éviter des financements qui pèseraient soit sur ces pays, soit sur l'Union européenne, la meilleure solution est de maintenir un flux d'investissements. C'est ce que nous nous efforçons de faire en direction du secteur privé. Un changement d'orientation ne pourrait intervenir qu'après l'accession à l'Union, dans un délai de trois ou quatre ans.
- Q. Les pays d'Asie centrale, longtemps oubliés, ont été mis sous les projecteurs après les événements du 11 septembre. Quelle est votre stratégie dans cette région sensible?
- R. Nous avons dans cette région 1,9 milliard d'euros d'engagement, ce qui fait de nous le plus gros investisseur privé de la région, hors pétrole et gaz. Pour les pays qui ont du gaz et du pétrole, Ouzbékistan et Turkménistan, la question centrale est de diversifier leur économie au-delà des ressources énergétiques, de développer les infrastructures - aéroports, télécoms, chauffage urbain - et de restructurer les banques. Mais ces pays doivent améliorer leur degré de bonne gouvernance. Avec une "mention spéciale" pour le Turkménistan, où nous refusons pour l'instant d'intervenir en raison du manque de démocratie. Au Tadjikistan, pays surendetté qui a connu une guerre civile voici quelques années, nous avons par ailleurs décidé de financer le secteur bancaire sans demander de garantie spéciale.
- Je voudrais insister sur les enjeux régionaux: le défi est celui de la stabilité dans cette région hautement sensible frontalière de l'Afghanistan; la situation en Afghanistan

devrait donner à ces pays la possibilité de trouver des financements. Mais il leur faudra aussi apprendre à dialoguer entre eux, à s'ouvrir à leurs voisins pour former un marché intérieur. L'énergie et l'eau, dont certains sont riches et d'autres dépourvus, sont des enjeux politiques majeurs. Pour l'instant, il y a trop de droits de douane, de problèmes de transport et c'est pourquoi un marché intérieur dans la région est aussi dans notre intérêt.

Q. Les réformes entreprises en Russie vous paraissent-elles de nature à transformer le pays?

R. La croissance a été bonne en Russie en 2001 et le sera encore cette année, malgré un tassement. La question aujourd'hui réside dans la capacité des autorités russes à mettre en oeuvre les réformes décidées, aussi bien dans le domaine fiscal que pour le droit des faillites. L'énorme défi auquel doit faire face la Russie consiste à passer de la reprise, après la crise de 1998, à la croissance durable.

Q. Dix-huit mois après la chute de Milosevic, où en êtes-vous en Yougoslavie?

R. Nous avons donné aux autorités yougoslaves tous les financements qu'elles demandaient, soit quelque 230 millions d'euros, ce qui est considérable pour une première année. Mais il faut des résultats économiques pour chasser le passé. Nous avons donc investi dans les PME, fourni un fonds

aux entreprises capables d'exporter mais à court de fonds pour acquérir des matières premières, financé les transports urbains et l'eau à Belgrade, ainsi que la compagnie d'électricité, pour limiter les coupures d'électricité pendant l'hiver. En fait, il s'agit d'une gestion de crise. Je dois dire que l'équipe au pouvoir accomplit un travail remarquable. Les responsables ont des atouts dans leur jeu : ils ont souvent été formés à l'Ouest et, fait non négligeable, ne sont en rien responsables du passé, ce qui les aide beaucoup.

YVES BOURDILLON
ET MARIE-LAURE CITTANOVA